

Un Congrès historique de notre mouvement

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 362
JEUDI 28 MAI 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

La F. A. a tenu
son 8^e Congrès
les 23, 24, 25 Mai
à Paris

APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La bourgeoisie la plus réactionnaire déclenche la crise

LORS de la dernière crise qui devait mettre Meyer au pouvoir en remplacement de Pinay, nous précisions que le régime tenait en réserve plus d'une équipe possible, mais que chaque changement se traduirait par une orientation plus nettement réactionnaire. Nous disions encore que la bourgeoisie française freinerait le plus longtemps possible la marche vers un fascisme authentique, malgré que les conditions économiques du stade actuel du capitalisme requièrent la planification et la concentration du pouvoir qu'elle se limiterait le plus longtemps possible à un Etat autoritaire, et réactionnaire, sans caractère fasciste proprement dit.

La crise Meyer vient vérifier nos prévisions comme l'agitation ouvrière renaissante vient confirmer nos espoirs en une force capable de porter un coup d'arrêt à la réaction.

Meyer l'a dit nettement : il est devenu impossible de tenir dans les conditions économiques actuelles sans les pleins pouvoirs. Et l'homme qui va lui succéder, Paul Reynaud, Bidault, ou un autre, sera rapidement amené aux mêmes conclusions.

Non seulement la crise paraît devoir difficilement se résoudre, mais on peut s'attendre à d'autres crises ultérieures, la menace de dissolution (on sait que après 18 mois d'existence d'une législature, deux crises par un vote à la majorité constitutionnelle peuvent entraîner la dissolution) ne faisant que retarder la prochaine crise.

C'est que ces crises ministérielles en cascades ne font que manifester l'état de crise profonde et permanente du régime. La situation est donc, dans les faits, révolutionnaire, le régime ne correspondant plus aux réalités économiques. Pour se prolonger le système ne peut que s'effriter vers un pouvoir de plus en plus concentré vers une étatisation extrême, deux crises par un vote à la majorité constitutionnelle peuvent entraîner la dissolution) ne faisant que retarder la prochaine crise.

On a pu voir ainsi la majorité des radicaux et des M.R.P. voter pour Meyer les pleins pouvoirs, tandis que la plupart des indépendants votaient contre (le vote contre du R.P.F. n'ayant qu'une raison démagogique : tentative de montrer l'impuissance des équipes actuelles).

Mais quelle que soit l'équipe de renché, elle va se trouver contrainte de passer de plus en plus au dirigisme, de repartir de pleins pouvoirs, même si elle est au départ lancée par la fraction la plus classique de la droite, par les soutiens du « libéralisme ». Pinay, partisan s'il en fut du libéralisme économique, ne fut-il pas contraint de menacer de mesures d'autorité en matière d'économie et de finances ?

Le « libéralisme » est vaincu par l'histoire, l'évolution du capitalisme. Il devra céder la place.

Nous allons donc voir l'Etat faire un pas de plus vers un régime « fort » pour tenter de prolonger la société de privilèges, de classes. Il n'y a qu'un recours et nous ne nous lasserons pas de le dire, alors que d'autres (S.F.I.O., Staliniens) tentent d'endormir la vigilance et la combativité des travailleurs en les entraînant sur le plan des luttes parlementaires. Il n'y a qu'un recours : l'action directe des travailleurs, pour les revendications d'abord, pour la défense d'un niveau minimum d'existence, pour l'offensive, enfin vers la Révolution.

La situation inhumaine des détenus politiques algériens

Nous extrayons de L'Algérie Libre du 20 mai, les passages suivants d'une lettre d'un détenu :

Maison Centrale d'Ensisheim.

La Centrale d'Ensisheim est réservée exclusivement aux forçats récidivistes ayant été condamnés à de très fortes peines : perpétuité et 20 ans. Le régime y est terrible. Maison Carrée et Lambèze sont des paradis en comparaison d'ici. Les détenus sont soumis au régime de la réforme pénitentiaire de 1946 (essai de rééducation de forçats impénitents). L'individu passe plusieurs phases successives : phase cellulaire, phase de travail en commun, phase d'amélioration et, enfin, phase de confiance ou semi-liberté. Je ne te parlerai que du régime de la phase cellulaire, vu que c'est celui que nous subissons depuis un an et que la Direction de la prison a l'intention de maintenir jusqu'à l'expiration de notre peine. La phase dite « cellulaire » est une phase d'épreuve. Elle est inhumaine. Elle dure un an pour les forçats. Tous les ans, trois ou quatre deviennent fous. Le détenu habite seul dans une petite cellule et fait des éponges métalliques de 6 heures du matin à 7 heures du soir avec un arrêt d'une heure pour la soupe du midi. Le silence le plus absolu est exigé. Le détenu ne quitte sa cellule qu'une fois par vingt-quatre heures, pour aller faire, seul, une promenade d'une heure dans une cour de 4 m2. Il ne voit jamais ses co-détenus. Il serait fastidieux de l'énumérer l'infinité d'humiliations qu'il subit, comme celle, entre autres, d'attendre devant les bureaux, au garde-à-vous, face au mur.

Dès notre arrivée, j'ai demandé à voir le directeur pour lui rappeler que nous étions des correctionnels condamnés à la peine d'emprisonnement. Il me répondit « qu'il ne faisait qu'exécuter des instructions du ministère de la Justice ». Ce qui était faux, comme tu le verras par la suite. Malgré notre état de santé très précaire, particulièrement celui d'un jeune de Mascara qui sortait de l'hôpital d'Hussein-Bey à la suite de la grève de la faim d'Orléansville, nous commençâmes la grève de la faim dès le deuxième jour de notre arrivée. Au bout de huit jours le directeur nous accorda l'autorisation de faire ensemble notre promenade d'une heure dans une grande cour et la promesse qu'au bout d'un mois il demanderait au ministre de la Justice l'autorisation d'améliorer notre sort. Le mois passa, rien ne fut fait. Nous décidâmes alors de poser toutes nos revendications et d'observer une grève de la faim illimitée en avisant les autorités judiciaires, préfectorales et le ministre de la Justice.

Nous avons demandé la liberté d'accepter ou de refuser le travail, une promenade en commun de deux heures par jour, notre réunion dans une salle, et enfin nos rations de vivres crues avec moyens de préparer nous-mêmes nos repas vu que nous ne mangions pas de porc. Notre grève dura trente-trois jours, malgré qu'à partir du dixième jour, on nous introduisit de force un litre de lait au moyen d'un tuyau en caoutchouc introduit par la narine et qui descendait jusqu'au fond de l'estomac. Ce fut un véritable supplice qui dura un quart d'heure à vingt minutes chaque matin. Cette opération était faite d'abord par le docteur Adam, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique de Romfash et, ensuite, par le médecin traitant de la prison qui à fini par apprendre le truc. Ces médecins, qui se sont prêtés à une besogne de tortionnaire, restaient sourds à nos cris : malgré le sang qui coulait de nos narines, ils n'en continuaient pas moins la sale besogne jusqu'à ce que le litre de lait soit entièrement introduit dans notre estomac. Pendant ce temps, une dizaine de gardiens nous maintenaient immobiles. C'était un spectacle hideux à voir. Certains gardiens, ne pouvant supporter cela, sortaient. Ce supplice provoqua les mêmes douleurs et le même épuisement que la sinistre baignoire de la P.R.G. Au bout du trentième jour, le sous-directeur, qui est actuellement le directeur de la Centrale, est venu me voir pour négocier. Nous sommes tombés d'accord. Il nous accordait la liberté d'accepter ou de refuser le travail, la promenade de deux heures. Il prenait l'engagement que le personnel serait très correct avec nous et, enfin, la promesse d'appuyer chaudement — pour employer son propre terme — notre demande au ministère pour l'obtention de la salle et des vivres crus.

Nous n'avons eu ni la salle ni les vivres. Mieux, la deuxième heure de promenade fut supprimée sous un prétexte futile. J'ai compris alors que cet homme voulait nous user. Il a compris qu'il ne nous est pas possible de faire des grèves de la faim tous les trois mois. Il n'a cédé, pendant notre grève, que par crainte d'une catastrophe, car il ne craint qu'une chose : que l'extérieur soit alerté ; c'est pour cela que je te conjure de faire l'impossible pour faire paraître un article dans un journal de Paris et d'essayer d'envoyer un avocat pour me voir.

(l'avocat doit être muni d'une autorisation du ministère de la Justice)...

En résumé, nous sommes exactement au régime des forçats récidivistes de la phase cellulaire avec la seule différence que nous faisons ensemble notre promenade d'une heure dans une grande cour.

Voici maintenant quelques arguments pour étayer ton article :

1. Il y a ici une vingtaine de détenus correctionnels condamnés à des peines de quatre à quinze ans de prison. Ils ont les corvées extérieures de la Centrale. Ils sont à part dans des salles et ont un régime plus doux. Nous sommes des correctionnels. Nous devons donc avoir le même régime qu'eux puisqu'on nous dit que nous sommes des condamnés de droit commun ;

2. Il y a aussi une trentaine de collaborateurs condamnés aux travaux forcés, pour la plupart à perpétuité. Ils ont un régime amélioré ; ils sont dans des salles. Ils ont des réchauds électriques, un droit plus large d'achat en cantine, leurs chemises personnelles, leurs lames de rasoir, etc. De plus, ils ont les meilleures places : complaisables, magasiniers, chefs cuisiniers, contremaîtres dans les ateliers... ;

3. Il y a une assistante sociale attachée à la Centrale. Elle est là tous les jours. Elle visite régulièrement tous les détenus et leur rend service. Depuis que nous sommes ici, elle n'est jamais venue nous voir...

Vous n'aurez pas à rougir de nous. Nous n'avons jamais failli. Notre seul désir est de sortir pour reprendre à vos côtés la lutte plus implacable que jamais.

Je vous embrasse tous.

Les 2 grands et demi vont se rencontrer aux Bermudes

La prochaine rencontre des trois Grands aux Bermudes apparaît beaucoup plus comme une contre-attaque de la Maison Blanche face à l'offensive de paix des stalinistes qu'une préparation en vue d'une conférence avec le Kremlin. En effet, la tactique de ce dernier a indiscutablement donné corps aux dissensions profondes qui végètent dans le bloc occidental.

Le récent discours de Churchill en a été la claire manifestation extérieure et il a certainement, dans une grande mesure, précipité la rencontre des Trois Grands.

Voyons donc quelles sont les principales divergences qui séparent les politiques de l'Ouest.

En premier lieu, viennent les questions commerciales qui sont des questions primordiales pour toute l'Europe. Les U.S.A. qui manquent eux-mêmes de débouchés ne peuvent pas absorber toute la production de leurs satellites, même en matière de guerre (commande off-shore). Ceux-ci ont donc besoin des débouchés orientaux, chinois en particulier, ce qui va en totale contradiction avec le blocus préconisé par les U.S.A.

Sur la question coréenne, la Grande-Bretagne et le Canada voudraient voir une plus grande souplesse de la part des diplomates américains.

La question indochinoise met le gouvernement français, opposé à l'internationalisation du conflit, en opposition avec le gouvernement U.S. qui appuie la requête du Siam devant l'O.N.U.

La question d'une rencontre des Quatre Grands sera aussi évoquée, mais là aussi les Trois ne seront pas d'accord. En effet, si Eisenhower pense qu'une telle rencontre doit être longuement préparée avec un ordre du jour absolument précis, Churchill, lui, est partisan d'une rencontre presque immédiate où l'on exposerait ses manières de voir beaucoup plus qu'on ne prendrait de décisions rigoureuses.

Ainsi, les divergences du monde occidental pèsent pour un maximum sur le processus économique que nous avons établi dans différents « Libertaire ». Il serait cependant prématuré d'émettre aujourd'hui des déductions précises sur la conférence des Bermudes. Toutefois, cette rencontre clarifiera un certain nombre de problèmes que se posent les révolutionnaires sur le développement futur des relations impérialistes.

PHILIPPE.

Congrès historique en ce sens qu'il marque un nouveau départ de l'organisation communiste libertaire en France, en ce sens qu'il lui donne enfin une base idéologique claire : la Déclaration de Principes (que nous publions en page 3) et des statuts précis, gages d'une démocratie interne intégrale.

Le délégué de Paris-Nord, Joulin, qui présidait la première séance pouvait donc dire qu'il déclarait ouvert ce 8^e Congrès avec émotion parce que l'enjeu était la vie même, les possibilités de développement de la F.A. En fin de Congrès, avant que le Congrès ne se lève en une vibrante « Internationale », le camarade Caron, nouveau secrétaire général, pouvait faire remarquer la valeur de ce Congrès, le sérieux et la profondeur des discussions, la clarté des résolutions, le fait aussi que, sans précipitation, un ordre du jour chargé ait pu être épuisé. Congrès historique, en vérité, dépassant de loin en importance, nos meilleurs Congrès antérieurs. Congrès d'une organisation en pleine jeunesse, en pleine croissance (7 nouveaux groupes en formation en province, au cours du dernier trimestre) ayant éprouvé la nécessité de se donner des bases solides.

Nous avons demandé à quelques délégués de province, jeunes ou vétérans, de donner ici leurs impressions de Congrès :

Toulouse : Notre délégation est particulièrement satisfaite. Congrès où des débats animés ont abouti à des résolutions importantes. En particulier, l'acceptation à l'unanimité d'une Déclaration de Principes qui marque un net progrès sur le plan idéologique et de Statuts garantissant à la fois le fonctionnement et la démocratie interne constituent des résultats importants.

Lyon : La relève est assurée. Beaucoup de jeunes dans ce Congrès autour des militants qui comme moi ont vécu les difficultés du mouvement dans le passé. Nous avons forgé les armes avec lesquelles nous pouvons aller de l'avant.

Clermont-Ferrand : Voici un Congrès où les questions les plus graves ont pu être débattues avec passion et sang-froid en même temps. Beaucoup de jeunes, ce qui est encourageant, du sérieux et de l'enthousiasme. Le Congrès aura démontré que la liberté d'expression n'exclut ni l'apreté des débats, ni la volonté d'aboutir.

Macon : La discussion sur le 3^e Front m'a surtout frappée par son caractère d'analyse profonde et de réalisme ensuite. Ceci et le débat sur les problèmes ouvriers, après la rédaction d'une Déclaration de Principes claire et révolutionnaire et de Statuts précis, doit permettre à la F.A. d'avancer rapidement.

Narbonne : Je ne suis pas un nouveau venu au mouvement et j'ai vécu maints Congrès.

Les débats, aussi passionnés qu'ils aient pu être, ont conservé un caractère de sérieux et ont démontré une profondeur des points de vue qui m'ont frappé. De nouveaux groupes sont en formation nous en réjoignons.

Je dois dire que je suis profondément impressionné par le nombre de jeunes militants délégués au Congrès et par leur maturité politique. C'est un gage pour l'avenir.

Adresse au Congrès

LES GROUPES ANARCHISTES D'ACTION PROLETARIENNE D'ITALIE ENVOIENT AU CONGRES DES CAMARADES FRANÇAIS L'EXPRESSION DE LEUR SOLIDARITE. ILS LEUR ADRESSENT LEURS VŒUX ET ENCOURAGEMENTS POUR CONTINUER LE MEILLEUR TRAVAIL POUR L'affirmation DU COMMUNISME LIBERTAIRE.

HOMMAGE A LA COMMUNE

EN CET ANNIVERSAIRE DE LA SEMAINE SANGLANTE,

Le 8^e Congrès de la Fédération Anarchiste, réuni les 23-24-25 mai 1953,

- ◆ rappelle le souvenir de la lutte héroïque de la Commune, première tentative d'organisation libertaire du prolétariat ;
- ◆ salut la mémoire des combattants du peuple en armes qui, en 71, tinrent tête à la réaction déchaînée.

EN TUNISIE

La liberté syndicale est abolie

La répression contre l'U.G.T.T. continue. C'est ainsi qu'à Gabès, le contrôleur civil, après avoir contraint les dirigeants de l'Union régionale à demander une autorisation préalable pour tenir des réunions privées dans le local de l'U.G.T.T., a interdit aux fonctionnaires d'organiser une réunion en ce même local, afin de renouveler le bureau de leur section.

A Sfax, le contrôleur civil a convoqué le responsable régional de l'U.G.T.T. pour lui notifier l'obligation à l'Union régionale de demander une autorisation préalable pour toute réunion qu'elle veut organiser dans son local. Le contrôleur civil s'est inquiété auprès du camarade « des très fréquentes réunions que les syndicats affiliés à l'Union régionale tiennent dans leur local ».

A Bizerte, les autorités locales veulent soumettre l'Union régionale à ces mêmes prescriptions.

A Ferryville, Béja, Mateur et le Kef, les réunions, même privées, ne peuvent avoir lieu qu'après autorisation des autorités françaises locales.

profond à leur organisation nationale.

L'illustration de cet attachement grandissant a été fourni notamment par les quelques cas suivants :

— A l'arsenal de Ferryville, les élections des représentants ouvriers à la commission des réformes du personnel ouvrier qui se sont déroulées au mois de janvier 1953 ont donné deux sièges au syndicat U.G.T.T. qui disposait dans le passé de ces deux sièges. Il y a lieu de rappeler que le secrétaire général, le secrétaire général adjoint, le trésorier général et sept autres membres du conseil syndical du syndicat du personnel de la marine affilié à l'U.G.T.T. ont été éloignés et licenciés. Ils n'ont pas encore été réintégrés.

— A la Compagnie des Tramways et des gaz et eaux à Tunis, se sont déroulées, au mois de février 1953, les élections des délégués ouvriers à la caisse de retraite. L'U.G.T.T. a demandé au personnel de s'abstenir de participer à ces élections, le gouvernement n'ayant pas donné suite à la demande de l'U.G.T.T. concernant la révision du décret instituant la Caisse de retraite. Sur 2.400 ouvriers, 800 seulement (tous Européens) ont participé à ces élections, les autres ayant exécuté le mot d'ordre d'abstention donné par l'U.G.T.T.

Il y a 8 ans, la bourgeoisie française faisait assassiner 40.000 algériens

Mai 1945 en Algérie ! Sans plus de précisions cette exclamation devrait suffire pour que dans toutes les mémoires ouvrières s'évoque l'horrible massacre des 40.000 Algériens par l'impérialisme français.

Le peuple algérien crut aux promesses qui lui avaient été faites. Mais l'impérialisme français qui faisait célébrer « sa victoire » sur l'impérialisme allemand continuait sa guerre contre les peuples coloniaux.

La responsabilité de ce crime monstrueux ne repose pas sur la seule bourgeoisie. C'est l'époque de la grande fraternité des traitres. Le parti socialiste et le parti stalinien donnent leur complicité et leurs ministres pour la répression.

Et pour couvrir les cris des victimes de Sétif, Héliopolis, Guelma, Aïn-Ahessa, tous hurlaient de toute leur force les noms d'Oradour et d'Asco.

Le silence de la honte n'a pas été rompu. Dans ce mois d'anniversaire aucun journal français n'a osé seulement faire allusion à ce crime, malgré les oppositions politiques qui ont fait séparer les complices-assassins.

Les militants révolutionnaires sont ainsi seuls auprès du peuple algérien dans cet anniversaire douloureux inscrit dans son histoire de peuple colonisé. Ils sont aussi seuls à ses côtés dans sa lutte d'émancipation que la répression impérialiste ne fera que renforcer.

LE LIBERTAIRE
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
ne peut vivre
que par l'aide
constante de
ses Lecteurs
SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !
C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34

Les Etudiants Togolais victimes de la répression

La condition particulière du Togo, comme celle de tous les territoires dépendants de l'Afrique Noire, est telle qu'elle a obligé très tôt les Etudiants Togolais à prendre des responsabilités. Il appartient à tous les Etudiants Togolais d'intervenir chaque fois que des pseudo-problèmes ou des problèmes mal posés risquent de détourner la population des vraies tâches de l'heure. Comme le précisent nos statuts, notre Association a été créée parce que tous les Etudiants Togolais ont senti la nécessité de l'unir pour s'entraider plus efficacement et d'étudier au mieux les problèmes de leur pays d'origine, le TOGO, dans le cadre des problèmes africains. Notre Association dont l'un des buts est de « développer chez ses membres le sens de leur solidarité, de les amener à prendre conscience de leurs devoirs et de les préparer à leur rôle dans la communauté togolaise », s'est assignée aussi le devoir de prendre position sur tous les problèmes touchant les intérêts du Togo. La situation d'étudiant est due pour une large part à la condition actuelle d'étudiant est due pour une large part à la situation politique et social auquel est soumis notre pays. Il convient de ne pas perdre de vue que cette condition ne doit pas être séparée de celle de l'ensemble de la population togolaise. Aussi, le « Jeune Togo » considère comme du devoir des Etudiants Togolais de lutter directement contre tout ce qui peut servir d'obstacle à l'évolution de leur pays.

Aussi, à l'issue du premier Congrès de leur Association, tenue à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952, les Etudiants Togolais, après avoir étudié l'ensemble des problèmes de leur pays, avaient adopté des motions et résolutions relatives à la situation politique du Togo. Afin d'en assurer une large diffusion parmi la population togolaise, les motions avaient été envoyées à tous les partis politiques du Togo et à l'Assemblée Territoriale. Ces motions n'avaient pas manqué de provoquer de vives réactions, réactions qui devaient se traduire par des intimidations suivies de répressions. Ce sont ces faits que nous tenons à dénoncer en les portant à la connaissance du public.

Le 6 février 1953, M. Laurent PECHOUX, Gouverneur du Togo était venu en mission à Paris. Des étudiants togolais qui étaient partis le voir pour leurs affaires personnelles nous était parvenu l'écho d'une menace de suppression de bourse aux Etudiants Togolais, « signataires » des « motions de juillet ». Le Comité Exécutif de l'Association des Etudiants Togolais, décida d'aller recueillir des informations plus précises auprès du Gouverneur. Le mardi 10 février 1953, le Comité Exécutif avait été reçu par le Gouverneur qui lui avait confirmé ce qui, jusqu'ici n'était que des rumeurs. Le Gouverneur avait sommé le Comité Exécutif de faire une « contre-motion », faite de quoi toutes les bourses seraient supprimées. Comme M. PECHOUX ne disposait pas de beaucoup de temps, il avait recommandé au Comité Exécutif de se mettre en rapport avec M. FOURNIER, Inspecteur Général adjoint de l'enseignement au Ministère de la France d'Outre-Mer, à qui il aurait déjà confié ses décisions. Le jeudi 12 février 1953, le Comité Exécutif avait eu, avec M. FOURNIER, une entrevue au cours de laquelle celui-ci lui renouvela les décisions du Gouverneur du Togo. M. FOURNIER avait insisté sur la nécessité pour l'Association de publier une « mise au point » (ce que le Gouverneur du Togo

du gouverneur Péchoux

appelle une contre-motion) si les trois membres boursiers du Comité Exécutif tenaient à leur bourse, et si le quatrième membre du Comité Exécutif voulait jouir d'une allocation de bourse d'études supérieures dont il venait de formuler la demande.

En face de cette menace quelle avait été l'attitude des Etudiants Togolais ? Pour eux, il ne pouvait être question d'un renoncement quelconque à la ferme position qu'ils avaient prise après avoir sérieusement étudié, de la façon la plus objective, les conditions sociales et politiques actuelles de leur pays. Ils avaient été unanimes pour ne pas revenir sur leur proposition bien que la bourse qui est la seule ressource pour bon nombre d'entre eux fût en jeu. Ceci pour une raison bien simple, qui est la suivante : les étudiants togolais s'intéressent aux problèmes de leur pays et prennent position quand ils le jugent utile, non pas en leur qualité de boursiers, mais en fonction d'un idéal bien supérieur : leur souci constant de contribuer effectivement et efficacement à la lutte engagée pour libérer le peuple togolais de la servitude et l'amener à gérer démocratiquement ses propres affaires.

Cette attitude ferme des Etudiants Togolais mis en échec le chantage de M. PECHOUX, mais les choses ne devaient pas s'arrêter là.

En effet, au mois de mars 1953 deux Etudiants Togolais se trouvant à Marseille furent convoqués par des services de la Sûreté Nationale de cette ville. Une police spéciale les a interrogés sur leur identité, l'identité des autres Etudiants Togolais et pour savoir s'ils faisaient partie de l'Association des Etudiants Togolais en France et recevaient les « Echos du Togo ».

Fait plus grave, le 7 mai 1953, Foli Georges GLOKPOR, président de l'Association des Etudiants Togolais en France (étudiant en quatrième année de Médecine) avait été convoqué au Ministère de la France d'Outre-Mer. Le chef du service des bourses lui remit la décision n° 284-53/1 du Gouverneur Péchoux, en date du 21 avril 1953, lui précisant que sa bourse était supprimée à compter du 1^{er} mai 1953.

Ainsi donc, M. PECHOUX ouvre la voie à l'arbitraire le plus absolu. M. PECHOUX en se livrant à cette méthode coercitive à l'égard des Etudiants Togolais veut les museler et les détourner de leurs devoirs. M. PECHOUX en supprimant les bourses au mépris des intérêts supérieurs du Togo s'ingénie à retarder notre pays dans son évolution.

RESOLUS à contribuer effectivement et efficacement à la lutte engagée par le Peuple Togolais tout entier en vue de se libérer de la servitude et de parvenir à gérer démocratiquement ses propres affaires ;

CONVAINCUS que cette contribution est notre devoir le plus impérieux,

REJETONS toute invitation à dénoncer nos résolutions de juillet comme incompatibles avec la légitimité et la

noblesse de la cause que nous défendons : la liberté et l'indépendance de notre pays ;

DENONCONS comme une violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, les menaces et répressions du Commissaire de la République Française, M. PECHOUX, se traduisant par la suppression de bourses aux Etudiants Togolais pour avoir protesté contre la politique de force du Gouvernement français au Togo ;

DENONCONS ces menaces comme une tentative d'aliéner notre volonté et de paralyser notre participation à la lutte d'émancipation et de libération de notre pays ;

EN APPELONS à la population entière et à toutes les organisations politiques, syndicales ou à toute organisation démocratique du Togo, pour protester avec nous contre les mesures de coercition de M. PECHOUX. La suppression des allocations aux étudiants pour leurs opinions poli-

La véritable jeunesse est-elle dans les «jeunesses»

LA F.A., nous avons toujours aimé le dynamisme de la jeunesse et, souvent, dans ces mêmes colonnes, nous nous sommes vigoureusement défendu contre ses ennemis de toutes sortes, ce que nous continuons et continuerons à faire, à chaque fois que l'occasion s'en présentera.

Aussi bien, n'aurons-nous nul scrupule à traiter aujourd'hui d'un problème quelque peu délicat : les jeunes et l'organisation révolutionnaire. Nous savons ce qu'un pareil thème peut appeler de critiques des jeunes eux-mêmes et c'est peut-être en partie à cause de cela que nous nous y arrêtons, n'ayant jamais eu la mauvaise habitude d'écarter les problèmes réputés ingrats sous le fallacieux prétexte qu'il est certes plus facile de n'en pas parler du tout.

Où, répétons-le, nous aimons la jeunesse et cela nous amène à préciser un point important. Montrer notre affection aux jeunes, d'une manière respectable et fraternelle, consiste à les défendre non seulement contre les ennemis extérieurs, mais encore et surtout contre eux-mêmes, contre leurs propres erreurs. Une des plus flagrantes consiste à croire que nous, « jeunes », nous sommes toujours raison contre les « vieux » parce que nous avons l'enthousiasme, le dynamisme cité plus haut, parce que nous représentons l'avenir... (sic) nous sommes donc « jeunes », mais cela ne suffit pas, et de loin, pour œuvrer d'une manière efficace et constructive. De plus, nous rap- pelons que tout jeune est appelé (véritablement) à vieillir et nous ne voudrions pas que le potentiel révolutionnaire soit, pour certains, fonction de leur âge (c'est l'histoire du gars de dix-huit ans qui, sentant en lui l'instinct de « révolte » se lance dans l'activité révolutionnaire... pendant six mois, comme on jette sa gourme, et rejoint ensuite très rapidement le camp plus rassurant du conformisme et de la bourgeoisie). Enfin, une opposition ou antipathie de principe au départ, de la part de jeunes camarades contre les compagnons de lutte plus âgés, favorise une réaction contraire de ces compagnons, réaction consistant en un certain dédain pour le « manque d'expérience » des cadets, mettant par là-même en doute l'efficacité de tout travail accompli par ces derniers.

Si nous critiquons ces deux comportements dits « jeunes » et « vieux » c'est que cette situation contribue à maintenir un large fossé entre militants de générations diverses, maintenant également immuable le principe des « jeunes » de ceci ou de cela.

Mais, nous objectera-t-on, il n'existe pas de « jeunes » F. A. : c'est donc que ce problème ne s'est pas posé et, par conséquent, tout est pour le mieux. Pourquoi signaler un antagonisme « inter-générationnel » imaginaire ? Certes, il n'existe pas pour l'instant, de tel mouvement mais il est bon de rappeler que plusieurs tentatives ont déjà été faites, à notre F.A., dans ce sens, toutes vouées à l'échec, comme par hasard. Et maintenant encore, certains parmi les jeunes, à nous s'attendent à trouver une organisation « jeune » spécifique dans l'organisation, renouvelant par là une des erreurs dont nous voulons

La Fédération Anarchiste est une organisation exclusivement au service de la classe ouvrière. Elle défend en tous lieux et en toutes circonstances les travailleurs. Elle applaudit à toutes les conquêtes sociales, qui sont un pas en avant vers la Révolution sociale, obtenues par la lutte contre le patronat et l'Etat. Elle se réserve le droit de critique constructive en mettant en garde les ouvriers contre des méthodes d'action qui les embrigadent ou les avilissent.

En publiant, les cas de collaboration C.G.T.-Patronat, dénoncés par le C.G.T. dans les CAHIERS DU COMMUNISME, la Fédération Anarchiste n'entend pas faire le silence sur d'autres cas, même si certains personnages mis en cause, quoique n'appartenant pas à notre organisation se prévalent du titre d'anarchistes. Nous condamnons donc au même titre l'attitude de Périer, de F.O., que celle des chefs de la C.G.T.

Nous pensons que notre correspondant se félicitera de notre position sans réserve et cela pourra lui permettre de connaître un des aspects de notre Fédération Anarchiste et de son journal « Le Libertaire » : le souci constant d'être réels et vrais.

LA REDACTION.

Angers, le 18-5-53.

Monsieur,

Le n° 360 de votre journal consacre aux cégétistes communistes un article intitulé « 25 exemples de collaboration avec les patrons ». Ci-joint vous trouverez une coupure de cet article qui correspond le mieux avec le but et les éclaircissements que je désire obtenir (cas n° 8).

Personnellement, je trouve en effet cette collaboration peu compatible avec ma misérable condition d'ouvrier et je suis de ceux qui trouvent très pertinent cet article.

D'autre part, j'ai l'avantage de vous mettre sous les yeux une autre coupure, qui, cette fois, a été prélevée dans le COURRIER DE L'OUEST du samedi 16 mai 1953. Notez que ce journal est bien pensant.

Comme vous pourrez en juger, M. Albert Périer, anarchiste notoire,

constitue un précédent fâcheux qui ouvre désormais la voie à tout arbitraire ; elle porte une grave atteinte à l'évolution du Togo car la formation de ses cadres se trouve ainsi sapée à la base.

EN APPELONS à l'Organisation des Nations-Unies qui s'est confiée la mission de veiller à l'évolution du Togo vers l'indépendance, ainsi qu'à toutes les Nations éprises de liberté, pour faire régner la liberté, la justice et la paix dans notre pays.

FACE à la répression de la population du Togo par les autorités françaises lors du passage de la Mission de visite de l'O.N.U. en août 1952,

FACE aux emprisonnements répétés des journalistes et des représentants des mouvements populaires de l'indépendance.

FACE à l'arbitraire et à l'injustice qui continuent ainsi de peser sur notre pays,

REAFFIRMONS avec force les positions exprimées dans les motions votées en juillet 1952.

RESTONS CONVAINCUS que seule l'indépendance immédiate de notre pays permettra de résoudre efficacement les problèmes actuels du Togo.

Les Etudiants du Togo.

Le premier congrès des étudiants togolais

1^{re} COMMISSION 1^{er} STATUT POLITIQUE DU TOGO

RESOLUTION

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

Considérant que le but de l'Association des Etudiants Togolais en France est d'étudier tous les problèmes relatifs au TOGO ;

Considérant la gravité de la situation politique actuelle des deux territoires du TOGO, et l'ambiguïté des accords de Tutelle.

Demande au Comité Exécutif de l'Association de nommer une commission spéciale chargée d'étudier le statut politique des deux territoires du TOGO.

2^{de} SITUATION DU TOGO PAR RAPPORT A LA GOLD-COAST

MOTION

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France, tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

Considérant, après avoir étudié la situation politique du TOGO, que les rapports de la GOLD-COAST et du TOGO sous Tutelle britannique n'ont pas été définis par la nouvelle Constitution de la GOLD-COAST ;

Que les Togolais sous tutelle britannique n'ont pas été consultés sur leur participation aux élections de l'Assemblée Législative de la GOLD-COAST ;

Que cependant trois sièges ont été arbitrairement octroyés au TOGO sous tutelle britannique au sein de ladite assemblée ;

Que les trois représentants togolais à cette assemblée ont été choisis de manière la moins démocratique ;

Dénonce ces mesures comme une tentative d'intégration du TOGO sous tutelle britannique au sein de la GOLD-COAST ;

Proteste avec indignation contre une telle tentative ;

S'oppose formellement à l'inclusion de tout territoire du TOGO au sein de quelque organisme que ce soit ;

Se déclare favorable à l'unification et à l'indépendance immédiate du TOGO.

3^{de} SITUATION DU TOGO PAR RAPPORT A L'UNION FRANÇAISE

MOTION

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France, tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

Après avoir étudié la situation politique du TOGO, Considérant que l'Union Française est un camouflage de l'Empire Colonial Français, synonyme de l'exploitation coloniale ;

Relevant l'incompatibilité des intérêts particuliers du TOGO et de l'impérialisme français ;

Dénonce les manœuvres du gouvernement français, qui tendent à retarder le TOGO dans son évolution, en employant souvent des méthodes coercitives ;

S'oppose formellement à l'inclusion du TOGO sous tutelle française au sein de l'Union Française ;

Se déclare favorable à l'unification et à l'indépendance immédiate du TOGO ;

Demande au Comité Exécutif d'assurer parmi les populations togolaises et auprès de toutes les autorités compétentes, une large diffusion du mémoire présenté à la 4^{de} commission de l'O.N.U. lors de la 6^{de} session de l'Assemblée générale à Paris.

4^{de} PARTIS POLITIQUES DU TOGO SOUS TUTELLE FRANÇAISE

MOTION

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France, tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

Après avoir étudié la situation politique actuelle au TOGO sous tutelle française,

CONDAMNE :

a) La politique triviale du Comité de l'Unité Togolaise qui, tout en soulevant partiellement le problème des frontières artificielles, favorise la désunion du peuple TOGOLAIS.

b) La collaboration du Parti Togolais du Progrès avec l'Administration colonialiste française dont le seul objectif est de diviser le peuple Togolais pour mieux l'exploiter.

ELEVE une protestation solennelle contre l'objectif de ce parti : celui de l'unification du TOGO au sein de l'Union Française.

CONDAMNE la formation de l'Union des Chefs du Nord Togo, sympathisante du Parti Togolais du Progrès, la création de ce parti contribuant à la multiplication des partis politiques au TOGO, aggravant ainsi la situation politique dans le pays ;

REND les trois partis politiques : Comité de l'Unité Togolaise, Parti Togolais du Progrès, Union des Chefs du Nord Togo responsables de l'état de division actuelle du TOGO sous tutelle française et de l'exploitation de cette désunion par la puissance colonisatrice ;

AFFIRME qu'il est temps d'ouvrir les yeux à la masse, de l'engager dans la voie de la lutte pour la libération, convaincant que seul le peuple Togolais cyniquement divisé au moment le plus grave de son évolution a intérêt à l'Union ;

FAIT UN APPEL solennel à tous les partis politiques pour former un FRONT NATIONAL afin de mieux mener la lutte pour l'émancipation du TOGO.

5^{de} ASSEMBLEE TERRITORIALE DU TOGO RESOLUTION

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France, tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

CONSIDERANT,

Que la condition particulière de l'Afrique est telle qu'elle a très tôt obligé la jeunesse africaine à prendre conscience de ses responsabilités, qu'elle lui impose en particulier le devoir d'être à l'avant-garde de la lutte pour l'émancipation et la libération du peuple africain ;

Que l'un des buts de l'Association des Etudiants Togolais en France est de prendre position sur tous les problèmes touchant les intérêts du TOGO.

Que dans une démocratie saine les représentants du peuple doivent être les élus librement choisis par la majorité,

DEPLORE que les élections du 9 décembre 1951 et du 30 mai 1952 à l'Assemblée locale du TOGO aient été faites par des procédés et dans des conditions qui ont soulevé l'indignation du peuple Togolais.

ELEVE une vigoureuse protestation contre le fait que le premier acte de l'Assemblée Territoriale ainsi élue ait été l'envoi au Président de la République Française d'un télégramme de fidélité à la France.

REAFFIRME que le seul objectif qui s'impose dans la situation historique actuelle est une Assemblée Togolaise souveraine, tenant tous les pouvoirs.

6^{de} RESOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le 1^{er} Congrès des Etudiants Togolais en France, tenu à Paris du 19 juillet au 25 juillet 1952.

Après avoir étudié les questions économiques et les questions sociales du TOGO,

Considérant la complexité, l'étendue et l'importance de ces questions,

Donne mandat au Comité Exécutif pour réunir une commission spéciale chargée de présenter au 2^{de} Congrès une étude détaillée et complète sur les questions économiques et les questions sociales du TOGO.

Chez les autres...

STAVISKY PAS MORT

Titres dans la presse du 11-5-53 :

« Dislocation de la piastre ». « Fin du plus formidable scandale de la IV^e République ». « Letourneau rappelé d'urgence... », etc., etc.

Et les lecteurs de se dire qu'il y a des trafiquants qui vont drôlement trinquer, parce que depuis quatre ou cinq ans que ça dure !

Mais tous les gouvernements, qui depuis 1945 laissent faire ? Ils n'étaient pas au courant, voyons ! Il a fallu que des journaux l'imprimant noir sur blanc pour que nos ministres soient renseignés. La Police n'est tout de même pas faite pour empêcher les gens de s'enrichir aux dépens des contribuables !

Et c'est pour des « chinoïseries », si l'on peut dire, que d'honnêtes gens aux colliers-fort bourrés par nos impôts, vont être ennuyés !

La police, on vous le répète, n'est pas faite pour ça. Quant au trafic or — piastres dévaluées — francs qui, parait-il, remplace le circuit or — piastres à 17 fr. — francs, on en reparlera dans sept ou huit ans. Après quatre ou cinq campagnes de presse.

R. CAVAN.

AMI LECTEUR

Achète toujours le « LIB » chez le même marchand

A ANGERS

COLLABORATION DE CLASSE

NOUS avons reçu d'un lecteur, cheminot à Trézé, une lettre concernant notre article « 25 exemples de collaboration des cégétistes avec le patron » paru dans notre journal (n° 360 du 14-5-53).

En publiant intégralement la lettre de notre correspondant, ainsi que la coupure de presse qui nous a servi de base, nous pensons répondre franchement et sans ambiguïté, à ce lecteur.

La Fédération Anarchiste est une organisation exclusivement au service de la classe ouvrière. Elle défend en tous lieux et en toutes circonstances les travailleurs. Elle applaudit à toutes les conquêtes sociales, qui sont un pas en avant vers la Révolution sociale, obtenues par la lutte contre le patronat et l'Etat. Elle se réserve le droit de critique constructive en mettant en garde les ouvriers contre des méthodes d'action qui les embrigadent ou les avilissent.

En publiant, les cas de collaboration C.G.T.-Patronat, dénoncés par le C.G.T. dans les CAHIERS DU COMMUNISME, la Fédération Anarchiste n'entend pas faire le silence sur d'autres cas, même si certains personnages mis en cause, quoique n'appartenant pas à notre organisation se prévalent du titre d'anarchistes. Nous condamnons donc au même titre l'attitude de Périer, de F.O., que celle des chefs de la C.G.T.

Nous pensons que notre correspondant se félicitera de notre position sans réserve et cela pourra lui permettre de connaître un des aspects de notre Fédération Anarchiste et de son journal « Le Libertaire » : le souci constant d'être réels et vrais.

LA REDACTION.

Angers, le 18-5-53.

Monsieur,

Le n° 360 de votre journal consacre aux cégétistes communistes un article intitulé « 25 exemples de collaboration avec les patrons ». Ci-joint vous trouverez une coupure de cet article qui correspond le mieux avec le but et les éclaircissements que je désire obtenir (cas n° 8).

Personnellement, je trouve en effet cette collaboration peu compatible avec ma misérable condition d'ouvrier et je suis de ceux qui trouvent très pertinent cet article.

D'autre part, j'ai l'avantage de vous mettre sous les yeux une autre coupure, qui, cette fois, a été prélevée dans le COURRIER DE L'OUEST du samedi 16 mai 1953. Notez que ce journal est bien pensant.

Comme vous pourrez en juger, M. Albert Périer, anarchiste notoire,

animateur de l'Union Syndicale F.O. est cité dans cet article, ce n'est d'ailleurs pas la première fois depuis 1947.

Je vous demande donc de me faire la différence (dans votre journal) de la conduite de M. Albert Périer et des communistes cégétistes. Pas d'ambiguïté dans la réponse que vous m'irez, car je désire vivement pouvoir tirer une conclusion.

Je compte sur la logique anarchiste dont on parle si souvent.

Si votre réponse ne me satisfait pas, je chercherai ailleurs.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations.

B..., cheminot.

Extrait du Courrier de l'Ouest

UNE SYMPATHIQUE

et reconfortante manifestation

du C.I.L.

Le chantier du chemin du Vieux-Colombier était un lieu de rendez-vous idéal pour cette 6^{de} assemblée générale du C.I.L.

Vers 18 h. 15, de nombreuses personnalités étaient déjà réunies sur le chantier où plusieurs immeubles aux proportions à la fois imposantes et harmonieuses sont en voie d'achèvement. L'on reconnaissait MM. Paul Justeau, président du C.I.L., de l'Union, directeur de cet organisme ; Périer, secrétaire général ; de Lamberte, président du groupe « Le Toit Angevin » ; le général Joubert, directeur administratif du Toit Angevin ; Bar, architecte ; Bissert et Houdebine, commissaires aux comptes représentant les Allocations Familiales. L'on remarquait également la présence de MM. Michel Charpentier, président de la Fédération patronale, et Robin, délégué de cette Fédération.

Le vin d'honneur est servi en plein air, auquel ouvriers et patrons prennent part dans l'ambiance la plus cordiale.

M. Justeau prenant la parole remercia chaleureusement les travailleurs du bâtiment pour la qualité de leur travail, leur bonne volonté qui fait que l'entreprise est en avance sur les délais prévus. Puis, M. Périer, à son tour, prononça une brève allocution où il tient à souligner la valeur technique des ouvriers du bâtiment angevins.

Le Gétant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-20. R. ROCHON, imprimeur.

La campagne électorale en Italie

Elections et démagogie économique

DANS la campagne électorale actuelle qui se déroule en Italie, un fait de tout premier ordre se détache dans la propagande, c'est la démagogie économique. Danses effrénées de chiffres, girandoles de nombres, griserie de statistiques, sont les moyens employés. Bilans des années de politique économique, comparaisons des situations économiques des diverses périodes de la récente histoire italienne, exaltation de la politique des blocs impérialistes, sont les éléments de la nouvelle technique utilisée pour ce genre tout particulier de propagande. Entraîner, au moyen du vote, de larges masses populaires et des couches sociales de la classe moyenne rurale et urbaine vers une politique économique nécessaire au maintien du système de production est le but de cette propagande démagogique.

C'est évidemment un signe de la décadence de la politique de conservation sociale que ce recours, pour maintenir son hégémonie, à de pseudo-démonstrations économiques. Il fut un temps où les facteurs de la propagande étaient purement émotifs et se basaient sur des vulgarisations idéalistes comme le patriotisme, la religion, l'idéologie paternaliste, etc... Aujourd'hui, en plus de ces facteurs primordiaux, viennent s'ajouter des facteurs pour ainsi dire modernes, ressorts des régimes totalitaires de ces trente dernières années. On bombarde l'opinion publique de faits relatifs aux présentes réalisations économiques, par des statistiques sophistiquées, par des démonstrations et documents sur « l'œuvre du régime ». Un exemple précis en est donné par la propagande du gouvernement. Quelques faits l'illustreront.

Nous nous référons à des faits pris aux sources officielles et opposés à ceux-ci, des faits tirés d'une série de recherches économiques.

Dans un récent discours électoral, De Gasperi donnait un faux bilan de la politique économique de son gouvernement, faussant en même temps la situation italienne réelle. Examinant l'économie italienne secteur par secteur, De Gasperi déclarait que la production de l'énergie électrique a augmenté depuis 1938 de 15,2 30 milliards de Kwatts; il suffirait de se souvenir que, pendant cette même période, l'accroissement de la production de l'énergie électrique a été de 150 % en Pologne, de 167 % en Autriche, de 166 % en Angleterre et de 300 % en U.R.S.S. Une pièce maîtresse de la renaissance économique aurait été le méthane qui est produit dans les environs de 1 milliard et demi de mètres cubes; mais l'on ne parle pas du monopole stabilisé par « AGIP » qui vend le méthane — coûtant 5 litres le m³ — à 15 litres. Par la suite de la sidérurgie, De Gasperi affirmait : « On produit beaucoup plus et à des prix plus bas », mais il ne disait pas que les licenciements des Ets Ilva, Bruzzo, Magna, Terni, Bagnara, Metallurgico, etc., qui ont jeté à la rue plus de 10.000 ouvriers et il ne cite pas les statistiques venant de l'O.N.U. qui donnent pour l'Italie une disponibilité très basse (66 kilos par habitant) d'acier. Il suffirait, encore, de citer la production des Etats-

Unis : 100 millions de tonnes par an, pour mettre en ridicule De Gasperi, ce soi-disant économiste.

Il faut encore citer les chiffres de l'O.N.U. pour les années 1948-1950 sur les investissements dans l'industrie de « 600 milliards de dépenses de l'Etat pour la restauration industrielle », a dit le Président du Conseil. Que peuvent représenter ces 600 milliards de livres pour le rétablissement du capitalisme ? L'argent investi par l'Etat a été pour 95 % comme crédit aux monopoles et aux grandes Sociétés Actionnaires, quand il n'a pas été investi pour l'étranger. Et encore, dans ce secteur, l'Italie vient en dernier lieu dans l'ordre des investissements avec 58 contre 274 pour la Suède, 130 pour l'Angleterre, 124 pour la Hollande, 144 pour la Norvège, 111 pour la France, 70 pour la Belgique. Puis, si l'on veut considérer les investissements privés pour 1952 on les trouvera dans l'ordre des pourcentages du revenu national les plus bas et oscillant de 10 % à 20 % et c'est-à-dire aux environs de 2.000 milliards des investissements bruts et 1.000 milliards des investissements nets sur 10.000 milliards du revenu national. La fonction parasitaire du capitalisme italien et de son gouvernement démo-chrétien apparaissent donc nettement. Non satisfait, De Gasperi entonnait la ritournelle de la reconstruction. « Nous avons reconstruit l'Italie. » Encore une fois ce sont les chiffres donnés par l'O.N.U. qui démentiront. Tandis qu'en Italie, dans les cinq dernières années, ont été construits 4,2 nouveaux logements pour 10.000 habitants, en Suède on en a construits 70, en Norvège 48, en Belgique 28, en Finlande 18, en Espagne 11, en Grèce 10, en France 7. Les dommages de guerre qui se valorisaient à 7.100 milliards ont été payés par les travailleurs avec leur travail, leur bas niveau de vie, l'exploitation, la misère. Les stalinien qui, aujourd'hui, dénoncent ces faits oublient leur œuvre collaborationniste de classe au gouvernement, oublient de dire que le ministre stalinien Scoccimarro aux Finances ne fit aucune loi pour faire payer aux riches la reconstruction. Mais ceci est une vieille histoire que nous connaissons bien, bien qu'il reste le fait que la part des salaires, des travailleurs diminue graduellement chaque année. Enfin, nous remarquons que la part du revenu du travail sur le revenu national est diminuée de 33 % à 30 %, celle des travailleurs industriels sur la production nationale, de 38 % à 31 %, celle des agriculteurs, paysans, métayers, ouvriers agricoles, journaliers sur le revenu national de 40 % à 30 %.

Les soutiens aux trusts et aux monopoles prennent la part du lion, et l'Etat augmente les taxes indirectes qui, actuellement, sont supérieures de 300 milliards à celles de 1938.

La démagogie du gouvernement a voulu s'adresser aussi à l'agriculture. « Nous avons aujourd'hui 80.000 tracteurs contre 40.000 en 1938. » Mais tandis qu'en Italie on a un tracteur pour 250 hectares en Angleterre on a un tracteur pour 25 hectares en France pour 156, en Belgique pour 142, en Autriche pour 113. Dans le

Sud ont été alloués 1.280 milliards pour un plan décennal. Mais le nombre des chômeurs dans le Sud est monté en 1948 à 30.000 dans les Abruzzes, à 26.000 en Campanie, à 12.000 en Basilicate, à 17.000 en Calabre, à 25.000 en Sicile et Sardaigne. La structure économique des classes révèle donc les profondes contradictions du système. La démagogie s'appuie sur une base fragile et construite avec des mensonges effrontés. De Gasperi triomphant crie que l'on vient de construire 700.000 appartements par an, la « Rassegna Statistica del Lavoro » (La Statistique du Travail), inspiré par la « Confindustria » donnait comme chiffres que les appartements construits par an sont d'environ 400.000. On pourrait écrire des pages entières sur ce thème. Mais désormais la politique économique de la classe dominante montre sa face exploiteuse dans la pratique, au contact de la réalité simple et quotidienne : depuis 1948, le prix du pain a augmenté de 15 %, la viande de 14 %, le café de 54 %, les cigarettes de 45 %, les vêtements de 35 %, les loyers de 325 %, l'électricité de 56 %, le chemin de fer de 72 %, etc...

Ceci est un petit bilan de cinq années de l'histoire économique italienne. Les chiffres condamnent un système, l'opposition stalinienne use de ces chiffres seulement pour condamner un gouvernement. Aux minorités révolutionnaires, aux Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne le présent impose le devoir de donner une sérieuse et scientifique critique économique des classes, une élaboration d'une politique économique qui respecte fidèlement les intérêts des masses ouvrières. Nos groupes doivent être l'instrument quotidien de la lutte vers la voie d'une nouvelle structure économique anti-imperialiste, anticapitaliste, antiétatiste.

ARRIGO CERVETTO,
(correspondant
des G.A.A.P.)

« SCHTILIBEM 41 »

par Georges ARNAUD

PRENEZ je ne sais plus lequel de ces hebdomas qui traînent chez les coiffeurs, cherchez un article signé Pierre Devaux (dit « Pierrot-les-Grandes-Feuilles » chez Maxims) et lisez-le à un traud : le mec se fendra d'émotion la pipe.

C'est que jamais un affranchi ne parlera comme écrit ce spécialiste qui semble ignorer que certains mots d'argot ne s'emploient que dans certains cas, et qu'un idiotisme n'est pas la maladie dont est atteint un idiot. Ayant un article à écrire en argot, il traduit littéralement les phrases du français courant.

Et, d'ailleurs, qu'est-ce que ça fout ? Quelqu'un : C'est destiné aux pauvres cloches qui se repaissent « d'Ici Paris » ou de quelque chose qui lui ressemble, alors...

On retrouve ce travers, mais déjà plus rarement, dans le fameux « Touchez pas au brisbi » de Simonin.

Rien de pareil dans « Shtilibem 41 » mais une langue riche, précise, brutale et — c'est là le miracle — poétique. J'ai lu quelque part (un article de Fallet dans le « Canard Enchaîné », je crois) au sujet de « Shtilibem 41 » que c'était « un ouvrage d'homme ». On ne saurait mieux dire.

Ce n'est rien que la vie d'un prisonnier. Rien que sa vie... sa désespérance infinie, le cafard, sa misère indécible, son mépris pour le gâfle ignoble à l'autorité avilissante, ses colères contre la cave à la bête méchante et au ventre mou.

Et l'homme avec son au-delà de haine contre ceux qui fabriquent la misère, toutes les misères, contre ceux — les mêmes — qui bâtissent des prisons, avec sa pure révolte contre l'asservissement. Cette révolte qui permet au prisonnier de rester un homme, qui fait que le prisonnier reste un homme.

C'est un livre à lire aux petits pous, aux gros bourgeois pansus, à tous les toquards métiés de bourgeois, aux cognes, flâtes et autres matous : C'est bon pour ce qu'ils ont. C'est bon pour ce qu'ils ont, mais comprendraient-ils ?

Un gémissement de révolte à mettre sous bande : « Ecrit par un homme. Pour d'autres ».

R. CAVAN.

(Editions Julliard.)

LA DECLARATION DE PRINCIPES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Mise au point par la Commission de résolution composée des Délégués des groupes de Lyon, Narbonne, Paris-Est, Paris-Nord, Paris-19^e

1. — Nature de l'organisation.

L'organisation spécifique des militants du communisme libertaire se considère l'avant-garde, la minorité consciente et agissante exprimant dans son idéologie et son action les aspirations du prolétariat, c'est-à-dire de la classe exploitée, opprimée, aliénée, limitée à des tâches d'exécution, écartée de la propriété des moyens de production et de toute fonction de gestion, ne pouvant vendre que sa force de travail.

L'organisation spécifique tend à donner au prolétariat et aux masses populaires plus larges comprenant les paysans pauvres, les artisans réduits à la misère, etc..., la pleine conscience de sa situation et de ses aspirations, afin que les masses, ralliant la minorité, la révolution soit rendue possible pour édifier la société communiste libertaire.

2. — But :

Le but est le COMMUNISME LIBERTAIRE, dont les caractères essentiels sont :

- la liquidation de l'opposition entre les dirigeants et exécutants, donc de la propriété privée des moyens de production et de répartition et de tout pouvoir politique d'une minorité ou ETAT, donc réalisation de la société sans classes;
- la gestion de tous les rouages de la société sur tous les plans (économique, politique) par les organismes de masses fédérés;
- la réalisation de l'égalité économique ou plus exactement de l'équivalence des conditions, vers la réalisation de l'idéal du communisme : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »;
- la possibilité d'un développement continu de l'Homme dans une société sans classes en perpétuelle évolution.

3. — Moyens :

L'organisation spécifique communiste libertaire est attachée aux luttes présentes des masses exploitées et opprimées, mais toujours dans le sens de l'action directe et dans la mesure où ces luttes peuvent être orientées contre le capitalisme et l'Etat, et contribuer à développer la conscience révolutionnaire des masses.

Mais le passage de la société de classes à la société communiste sans classes ne peut être réalisée que par la REVOLUTION, par l'acte révolutionnaire brisant et liquidant tous les aspects du pouvoir, de plus en plus unifié (pouvoir politique, économique, culturel) de la classe dominante.

La révolution n'est possible que dans certaines conditions objectives (crise finale permanente, agonie du régime de classes) et lorsque les masses, orientées et rendues de plus en plus conscientes de la nécessité révolutionnaire par l'organisation communiste libertaire, sont devenues capables de réaliser la liquidation de la structure de classes.

L'acte révolutionnaire, par le pouvoir direct des masses, détruit immédiatement les bases de la société de classes :

- 1^o par la collectivisation ou la coopération (selon les possibilités) des moyens de production et de répartition;
- 2^o par la gestion de l'économie et l'administration du social par les organismes de masses : communes, conseils, syndicats, coopératives, se fédérant, et dont les délégués et Comités de coordination, à tous les échelons élus et révocables à tout moment et mandats pour des tâches précises et limitées, ne disposant pas d'appareil de coercition, remplacent ainsi la bureaucratie de la société de classes, spécialisée, hiérarchisée, privilégiée et disposant de forces coercitives.

— 3^o par le pouvoir du peuple en armes : milices contrôlées par les organismes réguliers de la société, communes, conseils, etc... et remplaçant l'armée et la police séparées du peuple et soumises à l'arbitraire d'un pouvoir d'Etat ou constituant ce pouvoir.

Les techniciens sur tous les plans (social, économique, militaire) ne disposent alors d'aucun privilège, d'aucune autorité autre que leur autorité technique.

Les délégués et comités sur tous les plans ne peuvent que mettre en application les décisions et plans établis par les cellules de base et mis au point dans les Assemblées et Congrès.

La Révolution réalise donc la démocratie et la liberté véritables.

En se libérant, les masses libèrent la société tout entière, réalisant la société dans laquelle l'homme peut se développer indéfiniment.

4. — Principes internes :

- Unité idéologique sur la base de la présente déclaration de principes.
- Unité de programme et unité de tactique définies par les Congrès et Référendas, la position majoritaire étant l'expression de l'organisation à défaut d'unanimité.
- Action collective dans le respect des décisions prises dans les Assemblées, Congrès et consultations statutaires de l'organisation.
- Fédéralisme : c'est-à-dire démocratie interne intégrale assurant à tous les militants l'expression au sein de l'organisation sur la base des principes définis ci-dessus.

DÉCISION

sur les questions ouvrières

Le Congrès, après un large échange de vues, reconduit les décisions des Congrès antérieurs sur les questions ouvrières, mises en lumière par l'orientation du « Libertaire » sur ces questions. Un débat sur ces questions sera poursuivi à l'intérieur de l'organisation, travail organisé par la Commission ouvrière. Ce débat aura lieu d'abord sur les bases fondamentales des problèmes ouvriers.

Résolution 3^e front

1. — Le 3^e Front est l'expression révolutionnaire dans la période actuelle, où le phénomène impérialiste se manifeste en deux blocs antagonistes, de l'internationalisme prolétarien.

2. — Suivant les conditions, et les pays, la présentation de notre position « 3^e Front » devra tenir compte du mouvement de fait des masses populaires. A condition que ces mouvements aient un contenu révolutionnaire de classe.

En ce qui concerne le mouvement des peuples coloniaux, la position adoptée est celle de soutien critique, en fonction de ce qui est défini ci-dessus.

3. — Pour l'application de la lutte 3^e Front, les groupes s'inspireront pour les contacts avec les militants extérieurs à la F.A. ou avec des organisations de minorités révolutionnaires, des idées générales préconisées par le Congrès.

LA RADIO

LE BAZAR AUX IMAGES = 10
LE GRENIER DE MONTMARTRE = 0

Le Club d'Essai a gâté les auditeurs ce dimanche après-midi. Quelques poètes furent invités à s'exprimer, ce qu'ils firent avec sincérité. Au delà de l'absurdité de notre temps, il nous offrit une voix d'espoir venue de si loin que sa survie parmi la réalisation d'innombrables possibilités décevantes tient du prodige. Le Bazar aux Images nous entretint du cinéma en débutant sur un mode humoristique, assez rose, même. D'un film de Carné qui ne vit pas le jour, nous entendîmes une émouvante chanson sur l'enfance pauvre. Un jeu devinette nous proposa « Quatre pas dans

les nuages » en quelques traits jetés à la manière d'un croquis. En vérité, le Club d'Essai a eu le sens du goût. Ces maquettes de réalisation ont la fraîcheur de la jeunesse. Espérons que de grands épiques de la production radiophonique ne vont pas les englober dans leurs amalgames indigestes.

Un spirituel chansonnier du Grenier de Montmartre a exercé sa verve sur les jours châtés du mois de mai. L'esprit Montmartre — ou du moins ce qu'il est convenu d'appeler ainsi — est parfaitement en droit de se mettre au service du patronat. Que ce chansonnier sache que personne n'empêche « Juvénal » de prendre une pelle et une pioche et de prêcher ainsi par l'exemple pour l'édifice de la cité.

Toujours sur les ponts de mai. Les animateurs de l'Emission du Travail savent que, pour une part importante des salariés, les jours fériés ne sont pas payés. Sur beaucoup de ceintures un cran supplémentaire doit être percé. Espérons que les responsables syndicaux auront quelque chose à dire à ce sujet.

A. CHANCELLE.

POUR LE COMBAT
3^{me} FRONT
RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONAL

Souscrivez !

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy,
C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours. Les prix indiqués sont compris franco

ART ET POESIE

R. Asso 380
Xavier Fomere 945
Charles Dullin 630
Nucée 420
André Breton 630

BROCHURES DE VULGARISATION

Vers un monde libertaire Lyg 35
Les anarchistes et la technocratie... Parane 40

Les anarchistes et le problème social
L'anarchie, son idéal, sa philosophie
Asturies 1934 30
Anarchisme et abondantisme 30
L'anarchie 30
A mon frère le paysan 30
Entre paysans 30
Tu es anarchiste 30
L'action anarchiste dans la révolution 30
L'Etat, son rôle historique 30
La morale anarchiste 30
L'anarchie et l'église 30
Les endormeurs 30
La question sociale 30
En Algérie 30
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière 30
Le problème espagnol 30
Le syndicalisme révolutionnaire 30
Mon opinion sur la dictature 30
Francisco Ferrer anarchiste 30
Bakounine et sa confession 30
L'organisation de la vindicte 30

F. A. 40
Kropotkine 65
Ignotus 30
G. Leval 50
E. Reclus 30
Malatesta 30
Ernestan 30
P. Kropotkine... 35
— 30
— 30
— 30
J. Proudhon 30
M. Bakounine... 30
V. Spielmann 30
M. Netlaun 30
— 35
— 30
X 30
S. Faure 30
P. Gilie 30
P. Kropotkine... 30
— 30

Nécessité de la révolution 30
L'organisation de l'internationale .. 30
ROMANS
M. Nadeau 795
A. Camus 420
R. Robban 310
R. Boutefeu 420
J. Cervione 300
J. Anouilh 445
Pièces roses 595
Pièces noires 375
En gagnant mon pain 315
Et le buisson devint cendre 435
Plus profond que l'abîme 825
La hache de Wendsbek (2 tomes) .. 1.170
Les enfants Jérôme (2 tomes) .. 560
Colin-Maillard 306
L'enquête 420
Nouvelles histoires extraordinaires... 480
Le Simphon fait un clin d'œil au Fréjus 380
Histoires 330

P. Kropotkine... 30
M. Bakounine... 30
M. Nadeau 795
A. Camus 420
R. Robban 310
R. Boutefeu 420
J. Cervione 300
J. Anouilh 445
Pièces roses 595
Pièces noires 375
En gagnant mon pain 315
Et le buisson devint cendre 435
Plus profond que l'abîme 825
La hache de Wendsbek (2 tomes) .. 1.170
Les enfants Jérôme (2 tomes) .. 560
Colin-Maillard 306
L'enquête 420
Nouvelles histoires extraordinaires... 480
Le Simphon fait un clin d'œil au Fréjus 380
Histoires 330

Anthologie nègre 405
L'enfantement de la Paix 270
Le pain quotidien 420
Les dames de la terre 420
Pain de soldat 390
Souvenir d'enfance et de jeunesse .. 485
La vie de Jésus 405
Fontamara 585
Personne n'est dupe 390
La vérité est morte 390
Montserrat 480
Cela s'appelle l'Aurore 735
La rage de vivre 480
La croisée de Lee Gordon 420
La grande Maison (Algérie) 675
Allons z'enfants 975
Le Roman de Quat'Sous 390
Jeux interdits 390
Maison meurt 480
Molloy 550
Le plaisir de Dieu 395
En attendant Godot 270
L'embranchement de Mugby 480
Lettre aux directeurs de la Résistance 480
G. Paulhan 480

Quand le C.C.N. de la C.G.T. - F.O. parle au nom de la classe ouvrière

BOTHEREAU, Richard, Dercourt et Cie, tous les ténors et barytons de F.O., ont papoté sur la classe ouvrière et, paraît-il, c'est par leur bouche que la classe ouvrière a parlé les 16 et 17 mai 1953 si l'on en croit les comptes rendus publiés par la Centrale réformiste.

Selon le corps des officiers et sous-officiers de F.O., la classe ouvrière est dans son ensemble favorable à une politique de hauts salaires, pour le maintien des conquêtes sociales, pour la réalisation du plein emploi et — tenons-nous bien — pour la poursuite incessante de l'unification de l'Europe.

Il y a ici des revendications qui hurlent d'être ensemble et d'être réunies dans le même panier de crabes que composent les amis du prix Nobel Jouhaux.

Interrogeons les travailleurs ! Interrogeons-nous ! Qui parmi nous, qui dans notre classe ouvrière est favorable à l'unification de l'Europe ? Qu'entend-on par Europe ? Qu'entend-on par unification de l'Europe ? Il nous souvient qu'Adolf Hitler il y a pas si longtemps se battait à l'Est en tenant lui aussi, un langage européen !

Les agents de l'agent américain Irvin Brown, grand maître clandestin de C.G.T.-F.O., ont-ils pour mission spéciale de préparer les esprits à un troisième casse-pipes ?

Est-ce à cette mission d'unification européenne, où le plein emploi sous les armes est chose assurée d'avance, que le triste sire Mathot, homme à tout faire de l'ambassade américaine et de M. Villiers convie la classe ouvrière par l'intermédiaire des Le Bourre, Duthion et autres galonnés de

F.O. ? Pierre Monatte dans la Révolution prolétarienne de mai 1953 se demandait si ces deux derniers ne préféraient pas vivre dans la merde et coucher sur les paillassons. Nous croyons, nous, que c'est l'ensemble des dirigeants de F.O. qui ont des préférences de ce genre !

Car, que vient faire l'Europe dans un C.C.N. syndical ?

Que l'Europe soit la chose des démocrates-chrétiens Schuman, Adenauer et de Gasperi avec la bénédiction de S.S. Pie XII, passe encore. Mais que des syndicalistes puissent poser le pied sur une telle marchandise, cela commence à sentir la préparation à la guerre et la trahison.

Ne nous étonnons pas si, après cela F.O. se refuse à l'unité d'action avec la C.G.T., « qui a pour raison d'être, l'institution des Soviets en France » !

Car nous en sommes-là.

Les travailleurs de la C.G.T. n'ont qu'un but dans la vie : l'instauration des « Soviets » : Les travailleurs de la C.G.T. ont un « couteau entre les dents » ! Ils ne luttent pas pour les hauts salaires, pour le maintien des conquêtes sociales, eux ; ils travaillent pour le compte de « l'ennemi » ; de cet ennemi qui, lui aussi, est pour l'unification de l'Europe mais pas à la manière de F.O. !

Eh bien non ! L'unité d'action doit se faire. Non pas sur la poursuite incessante de l'unification de l'Europe mais bien sur la poursuite incessante de l'unification ouvrière !

C'est ce que les dirigeants F.O. n'ont pas compris car ils sont payés en dollars et en francs-C.N.P.F. pour ne point comprendre.

L'unification de la classe ouvrière doit se faire et se fera. Elle se fera dans la mesure où les syndicats ne se placeront point sur le terrain de l'un ou l'autre impérialisme.

Les dirigeants de F.O. depuis longtemps ont choisi l'Amérique contre l'U.R.S.S. et le dernier C.C.N. ne fait que confirmer ce choix. Les dirigeants de la C.G.T. ayant choisi l'U.R.S.S. contre l'Amérique, il est évident que l'unité entre les deux centrales est impossible.

Il serait bon que nous autres, travailleurs, choissions une bonne fois la classe ouvrière !

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

Après la magnifique action des cheminots de la Gare de Lyon

Les Centrales C.G.T., F.O., C.F.T.C. et S.P.I.D. insultent les travailleurs du Rail

EN faisant la grève, le vendredi 22 mai, les militants syndicalistes de base de la gare de Lyon ont clairement voulu démontrer qu'ils en avaient assez de suivre des mots d'ordre qui vont parfois à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière.

Rappelons les faits : Les bons syndicaux C.F.T.C.-C.G.T. et F.O. avaient décidé de lancer un mouvement pour le 27 mai selon le vieux principe des grèves tournantes, des grèves qui sont sans résultat, car tout le monde est prévenu et que, de ce fait, personne n'est gêné. Il s'agissait surtout, selon les syndicats, de ne pas amener de perturbation dans les départs de la Pentecôte.

Pour une coordination des régimes de retraite

L'Union des Syndicats F.O. d'Indre-et-Loire a voté, récemment, la résolution suivante : « ...Se penchant sur la situation des retraités dans les secteurs public et privé, la résolution affirme que « le Congrès se déclare partisan d'une coordination de tous les régimes de retraite existant afin d'assurer aux bénéficiaires une retraite suffisante et qui ne saurait être inférieure au minimum garanti mensuel des salariés, leur permettant ainsi de laisser des places aux jeunes sans emploi. »

Coordination de tous les régimes pour une retraite non inférieure au minimum vital, telle devrait être l'objectif à atteindre par les syndicats.

Malheureusement, surtout chez les travailleurs de l'industrie privée, les retraites sont le plus souvent bien au-dessous du minimum vital. Il n'est pas rare de voir des vieux ouvriers s'en aller à la recherche d'un petit emploi pour ne pas crever de faim avec une retraite dérisoire. Ces vieux sont le plus souvent exploités par un patronat sans scrupule qui abuse de leur situation misérable en les obligeant à accepter un maigre salaire.

En même temps, des jeunes sont sans emploi...

Ce scandale doit cesser ! Les vieux travailleurs ont droit au repos avec une retraite décente et les jeunes ont droit au travail.

L'Union départementale F.O. a pris là une excellente initiative qui mérite d'être suivie.

Passant outre, négligeant ces conseils paternalistes et stériles, les cheminots exploités déclenchèrent spontanément un mouvement le 22 mai. Personne ne s'attendait à ce « manque de discipline ».

Fait significatif, aucune Centrale ne veut prendre la responsabilité de ce mouvement. A la C.G.T. on « accuse » la base et l'humanité ne dit mot de l'action des cheminots de la gare de Lyon. A la C.F.T.C. et à F.O. on prétend qu'il s'agit d'un mouvement inorganisé (sic) et flottant.

Si le mouvement avait fait tâche d'huile, la C.G.T. l'aurait probablement pris à son compte. Comme cela n'a pas été, malgré la proportion élevée des grévistes (75 %), on traite les camarades qui ont participé au mouvement de provocateurs.

La palme de l'attitude policière en face de ce mouvement revient au S.P.I.D., Syndicat du Personnel d'Inspection et de Direction des chemins de fer. Celui-ci a publié un communiqué qui disait notamment :

« Toutes les organisations de cheminots, y compris la C.G.T., ont accepté de ne pas faire grève au moment de la Pentecôte. Le mouvement sporadique qui a éclaté à la gare de Lyon ne peut être que le fait de provocateurs. Le S.P.I.D. invite tous ses adhérents à user de leur influence auprès de tous les cheminots pour faire échouer cette grève. Il donne au public l'assurance formelle qu'il peut partir en toute tranquillité pour les fêtes. »

Que le S.P.I.D., qui a opté pour les

Grave erreur typographique

Notre article « JUGEZ ET COMPARÉZ », paru dans le dernier numéro du Libertaire, page 2, pouvait laisser entendre que nous nous félicitions de la combativité de la C.F.T.C. par rapport à F.O.

Il s'est trouvé que trois lignes de texte très importantes, celles de la conclusion, ont échappé à la vigilance de nos correcteurs.

Voici ces quelques lignes qui, évidemment, changent du tout au tout le sens de l'article :

Mais elle n'y participe qu'en apparence, car les dirigeants de la C.F.T.C. se retranchent toujours, au dernier moment, derrière l'inaction et la trahison de F. O.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Les archevêques et cardinaux découvrent la lutte de classe

La presse du 20 mai nous a révélé les passages principaux du rapport de l'archevêque de Bordeaux, Richaudeau, sur la situation sociale en France, rapport établi à la suite d'une enquête ouverte par l'Assemblée des archevêques et cardinaux. Les passages qui ont été publiés sont tirés d'extraits parus dans des journaux catholiques officiels comme la « Semaine Religieuse » de Rennes ou « La Voix Diocésaine » de Besançon.

Dans ces extraits, l'archevêque de Bordeaux semble dépasser de loin les catholiques de gauche. En tout cas, il dépasse certainement le pale réformiste des socialistes et le révolutionnaire mitigé des stalinistes.

Qu'on en juge :

« LE PATRONAT BORNE »

Le milieu bourgeois et patronal en France est animé par un certain souci de défendre la liberté humaine, d'éviter les menaces de l'étatisme et du communisme. Mais le profit reste le grand moteur de son activité. Le raisonnement patronal qui ressort de l'unanimité des rapports s'explique en partie par le manque de capitaux des entreprises par rapport à leur roulement, avec la menace permanente qui en résulte. A travers ces difficultés, un nombre grandissant de patrons se soucient davantage de l'homme. Souvent très durs pour eux-mêmes, ils supportent mal les revendications. Leurs légitimes, surtout lorsqu'elles leur sont présentées dans un climat de lutte.

Il y a pourtant chez eux une certaine inconscience de la disproportion qui se perpétue entre leur niveau de vie et celui de ceux qu'ils emploient. Ils ne soupçonnent pas que la jouissance du confort et la possession d'une fortune empêchent d'apprécier les problèmes sociaux. L'ascétisme évangélique et la générosité chrétienne font trop souvent défaut. La doctrine sociale de l'Eglise est fort peu connue. L'idée de la profession-service social est fort peu répandue ; elle est même en régression dans les professions libérales.

La notion du juste prix perd du terrain, et les marges bénéficiaires tendent à s'amplifier. L'évolution des entreprises vers une participation des ouvriers aux bénéfices ou à une certaine gestion est presque inexistante, surtout dans l'industrie privée. On ne peut pourtant parler d'un « patronat de combat ».

exploiteurs, puisse faire état dans ce texte de l'attitude de la C.G.T. et des autres syndicats, cela est grave et montre une fois de plus, comme lors de la grève Renault, que les centrales syndicales peuvent se dresser contre le prolétariat et faillir ainsi à leur tâche.

La C.G.T. a reporté l'ordre de grève prévue hier mercredi. Cela n'a nullement empêché l'avant-garde qui provoqua le mouvement du 22 mai d'agir et de perturber pendant toute la matinée du 27 le trafic ferroviaire.

P. RINCHON, Correspondant.

Mais les incompréhensions du patronat se réfugient dans les deux idées de défense de la liberté et de défense de l'autorité.

« LA LUTTE DE CLASSES »

Dans le monde des salariés règne un climat de lutte de classes.

Le plus grand nombre n'en font pas une doctrine politique, mais le constatent comme un fait social. Ils constatent, en effet, qu'entre employeurs et employés il y a une opposition d'intérêts du fait même des structures capitalistes et que toujours, pour améliorer leur condition, ils ont dû recourir à la force.

En parlant de climat on veut indiquer qu'il s'agit avant tout d'une psychologie collective où l'affectivité a plus de part que l'analyse intellectuelle. Les organisations d'inspiration chrétienne y participent.

L'état de lassitude du monde des salariés ne doit pas faire illusion. Il rebondira demain de tremplin à un rebondissement violent.

Presque tous les salariés ont, en effet, la conviction qu'ils sont victimes d'une injustice organisée. Ils constatent qu'ils sont frustrés, dans la distribution actuelle des biens, d'une part du bénéfice qui leur revient, Car soit leurs salaires individuels, soit la masse globale des salaires, y compris les salaires différés (assurances sociales et allocations familiales), sont inférieurs proportionnellement à ce qu'ils étaient avant guerre ; leur pouvoir d'achat a donc diminué, alors que le revenu national a augmenté... Les ouvriers ne sont pas loin de penser qu'ils ont quelque droit sur leurs entreprises, mais que la société actuelle ne veut pas le reconnaître.

« VERS LA REVOLUTION »

Cependant il existe des indices que l'on a affaire à un sentiment qui dépasse le réflexe « ôte-toi de là que je m'y mette ». La disparition des classes n'est pas liée à une spoliation brutale.

Il faut même affirmer que le malaise ouvrier n'est pas d'abord un problème de salaire. Il est plus profondément humain. Il a réellement un aspect spirituel. La conscience très lucide des possibilités humaines qui leur sont refusées entretient les salariés dans un désir impatient de réforme des structures.

« LA RUINE LES GUETTE »

CREDIT DU NORD

Les bénéfices nets soumis à l'assemblée ordinaire des actionnaires s'élevèrent pour 1952 à 253.096.133 francs contre 189.438.472 francs en 1951. Le dividende proposé s'élève à 650 francs contre 500 francs l'an dernier pour une action au nominal de 3.500 francs.

FORGES ET ACIERIES DU NORD ET DE L'EST

Les comptes de l'exercice 1952 ressortent par un bénéfice net de 903 millions 157.815 francs contre 502,5 millions en 1951. La société possède avec Denain-Anzin en participation égale la propriété de la filiale récemment créée : U.S.I.N.O.R. L'action de 3.000 francs nominal rapportera 400 francs contre 300 francs l'an dernier.

MICHELIN

Le bénéfice net de l'exercice 1952 est de 993.568.677 francs contre 990.000.000 francs en 1951 et 613 millions en 1950.

Une proposition d'élévation du capital de 4,5 milliards à 6 milliards sera demandée aux actionnaires par incorporation de réserves et création de 1,5 million d'actions nouvelles.

LYONNAISE DES EAUX

Les comptes de l'exercice 1952 se soldent par un bénéfice net de 499 millions 673.313 francs contre 340 millions 261.388 en 1951. Pour une action de 2.500 francs nominal, le dividende brut proposé est de 537 fr. 50.

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

La progression des bénéfices s'établit comme suit :

1948	.....	98.500.000 francs
1949	.....	131.000.000 »
1950	.....	165.500.000 »
1951	.....	184.000.000 »
1952	.....	263.000.000 »

SOCIETE NOUVELLE DES ET GAUMONT

Le bénéfice de 1952 s'élève à 35 millions 37.000 francs contre 20.889.000 francs pour l'an précédent.

La distribution du dividende sera de l'ordre de 8 % contre 6 % en 1951.

(Documentation du « Libertaire ».)

rer leur condition, ils ont dû recourir à la force.

En parlant de climat on veut indiquer qu'il s'agit avant tout d'une psychologie collective où l'affectivité a plus de part que l'analyse intellectuelle. Les organisations d'inspiration chrétienne y participent.

L'état de lassitude du monde des salariés ne doit pas faire illusion. Il rebondira demain de tremplin à un rebondissement violent.

Presque tous les salariés ont, en effet, la conviction qu'ils sont victimes d'une injustice organisée. Ils constatent qu'ils sont frustrés, dans la distribution actuelle des biens, d'une part du bénéfice qui leur revient, Car soit leurs salaires individuels, soit la masse globale des salaires, y compris les salaires différés (assurances sociales et allocations familiales), sont inférieurs proportionnellement à ce qu'ils étaient avant guerre ; leur pouvoir d'achat a donc diminué, alors que le revenu national a augmenté... Les ouvriers ne sont pas loin de penser qu'ils ont quelque droit sur leurs entreprises, mais que la société actuelle ne veut pas le reconnaître.

« VERS LA REVOLUTION »

Cependant il existe des indices que l'on a affaire à un sentiment qui dépasse le réflexe « ôte-toi de là que je m'y mette ». La disparition des classes n'est pas liée à une spoliation brutale.

Il faut même affirmer que le malaise ouvrier n'est pas d'abord un problème de salaire. Il est plus profondément humain. Il a réellement un aspect spirituel. La conscience très lucide des possibilités humaines qui leur sont refusées entretient les salariés dans un désir impatient de réforme des structures.

La guerre de classes est menée pratiquement par ceux qui sont victimes de l'exploitation. Ils n'ont que faire des bonnes paroles intéressées des évêques.

S'INFORMER POUR MIEUX COMBATTRE

Cas d'urgence des soins

La Chambre civile de la Cour de Cassation a rejeté un pourvoi introduit par la Caisse primaire de la Sécurité Sociale de La Rochelle contre une décision de la Commission régionale d'appel accordant à un patient qui souffrait d'un cancer au poulmon, était parti se faire opérer en Suisse sans avoir satisfait aux formalités de la demande préalable d'accord.

La Cour suprême, comme la Commission régionale a estimé que l'urgence du cas avait justifié cette omission.

Les prestations familiales doivent être versées aux ménages « Union Libre »

Un femme qui vit maritalement — ou suivant la morale bourgeoise en concubinage — doit bénéficier des allocations familiales du chef de son « concubin » et non en qualité de femme seule à titre de la population non active.

(Commission de première instance de Bordeaux, 6-11-51.)

Contrat de travail et liberté d'opinion

En refusant de donner du travail à une jeune ouvrière à domicile, à la suite d'une interview accordée par elle à un journaliste, alors qu'il ne pouvait lui reprocher ni faute professionnelle dans l'exécution de son travail, ni trouble apporté dans un établissement, l'employeur a abusé de son droit de résiliation.

Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 affirme que « nul ne peut être lésé dans son travail ou dans son emploi en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances ».

Les solutions admises en ce qui concerne la liberté syndicale doivent être étendues à la liberté de conscience et d'opinion. Il n'en serait autrement que si la propagande syndicale ou l'expression d'une opinion avait troublé le travail ou la discipline dans un atelier ou dans une usine.

(Trib. civ. de la Seine, 7^e Chambre, 13 décembre 1952.)

A travers la presse ouvrière

Le Peuple, organe officiel de la C.G.T., publie, sous la signature A. L. L., un article diaphramatique sur Benoît Frachon, à l'occasion de son soixantième anniversaire.

Nous y relevons quelques passages qui ne manquent pas de saveur. Expliquant comment Benoît Frachon conçoit le rôle du militant ouvrier, A. L. L. dit entre autres :

Instruire les travailleurs, c'est-à-dire les éclairer sur les causes de leur misère, sur les moyens d'en sortir, leur tracer les perspectives d'avenir avec la réalisation de cette aspiration de la classe ouvrière, inscrite dans les statuts de la C.G.T. : l'abolition du patronat et du salariat ; leur expliquer les problèmes de classe, la politique de classe de la bourgeoisie, du pouvoir politique de l'Etat mis à son service ; leur montrer que la victoire définitive de la classe ouvrière implique que le pouvoir politique passe aux mains du prolétariat (1).

Pour célébrer les soixante ans du stalinien Frachon, A. L. L. nous ressort les statuts de la vieille C.G.T., celle des Pelloutier, des Pouget, des Griffuel, Benoît goûtera-t-il ce rappel ? Car l'abolition du patronat signifie la gestion directe des travailleurs, c'est-à-dire même la disparition de l'Etat Patron.

De même, « le pouvoir politique aux mains du prolétariat » est en opposition formelle avec la notion d'Etat où le pouvoir est exercé par une minorité isolée des masses et échappant à leur contrôle. Cette formule implique l'existence d'un « pouvoir ouvrier direct », où les responsables et délégués sont élus, contrôlés, révocables à tout moment et rétribués au même taux que les travailleurs. C'est la disparition de toute bureaucratie spécialisée, hiérarchisée et privilégiée. C'est la seule société communiste véritable, la société communiste libertaire.

Si c'est cela qu'a voulu dire A. L. L., il ne tardera pas à sentir le fagot.

Un grand bonhomme, Benoît Frachon, et nous le recherchons que dit plus loin A. L. L., qui s'affirme non communiste.

Nous serions curieux de voir la tête du « grand bonhomme » à la lecture de ces lignes.

Forcé Ouvrière nous donne un compte rendu du C.C.N. de la C.G.T.-F.O.

Nous y relevons cette motion sur l'unité d'action :

Le Comité Confédéral National re-

pousse toute action commune, tout contact direct ou indirect avec la C.G.T. et ses filiales, lesquelles ne le dévient et ne le recherchent que pour « liquider » les organisations syndicales libres.

Le C.C.N. dénonce le danger que constituerait l'unité d'action avec ceux dont la raison d'être est l'institution des soviets en France.

Enfermés dans leur tour d'ivoire, les bonzes de F.O. continuent d'ignorer les véritables sentiments des travailleurs.

Mais au cours des débats des mili-

tants réagirent sainement contre cette attitude des dirigeants de la « centrale libre ».

Hébert, de l'U.D. de la Loire-Inférieure, rappelle la structure fédérale de la Confédération qui doit permettre à chaque syndicat les moyens propres à défendre ses revendications :

Si nous sommes contre toute unité organique nous devons, selon Hébert, conserver la possibilité de choisir le terrain sur lequel nous entendons nous battre. Le mouvement syndical ne doit jamais pactiser avec la bourgeoisie et la police.

Les militants de la minorité se rendent compte que la C.G.T.F.O. joue trop souvent le rôle d'auxiliaire de la bourgeoisie et de la police. Leur saine réaction nous permet d'espérer en l'avenir de l'unité d'action à la base. Ce n'est pas l'unité organique qui nous préoccupe le plus. Les dirigeants syndicaux peuvent continuer à s'enfermer dans leurs chapelles. Ils n'empêcheront pas l'unité d'action à la base et la création de Comités de Lutte. Il est urgent de rendre la parole aux travailleurs par-dessus la tête de tous les bonzes. Nous assisterons ainsi à un nouveau démarrage de l'action ouvrière.

A. FLAMAND.

(1) C'est nous qui soulignons.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145 Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande